

Moscou, le 2 juin 1980

JPV/cp

N° 418 /EU.

SU 6 II

HENRI FROMENT-MEURICE
AMBASSADEUR DE FRANCE EN U.R.S.S.

A

SON EXCELLENCE MONSIEUR JEAN FRANCOIS-PONCET
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

- Direction d'Europe -

- Sous-Direction d'Europe Orientale -

A.S.- Chronique de la dissidence (avril - mai 1980).

Je me réfère à ma dépêche n° 303/EU du 8 avril 1980 (1).

A l'occasion du séjour effectué par le Général GRICORENKO en France et en Grande-Bretagne (avril-mai), de la publication du rapport d'Amnesty International sur l'URSS (28 avril), des chiffres contradictoires ont été donnés sur la répression conduite par les autorités contre les milieux d'opposition : le Général GRICORENKO a parlé successivement de 400 arrestations (conférence de presse du 28 avril à Paris), puis de 80 arrestations, depuis le mois d'octobre (interview à Times du 16 mai), Mme YANKELEVITCH, belle-fille de l'académicien SAKHAROV citait quant à elle, le 4 mai, à Berlin, le chiffre de 300 dissidents arrêtés depuis le 22 janvier 1980. Selon Amnesty International il y aurait 10000 détenus politiques en URSS : 400 cas de détention nouveaux auraient été recensés entre 1975 et septembre 1979 et 100 depuis le mois d'octobre.

Cette ambassade n'ayant pas de contacts suivis avec les milieux dissidents n'est évidemment pas en mesure de vérifier - et qui d'ailleurs le pourrait ? - ni même d'apprécier les chiffres avancés par ces diverses sources ; elle ne peut que constater la persistance de la répression : arrestations et procès se sont succédés au cours des deux derniers mois.

(1) Cf. également les dépêches n°s 58/AMB et 63/AMB du 8 avril de notre Consulat à Léninegrad.

A - Arrestations et procès

Il est difficile, dans le cadre de cette chronique, de ne pas se répéter, en disant que, méthodiquement et systématiquement, le KGB parachève de mois en mois le démantèlement des derniers groupes dissidents : qu'il s'agisse des opposants orthodoxes (MM. PORECH, BOURTSEV, POUPKOV, DIADKIM), du Comité d'études contre l'utilisation abusive de la psychiatrie (MM. BAKHMINE, TERNOVSKI, SEREBROV), du Groupe d'Helsinki (MM. LAVOUT, LANDA, STAUSS, AROUTIOUNIAN). Une annexe chronologique à la présente dépêche recense les arrestations, procès et autres perquisitions parvenus à la connaissance des correspondants étrangers en poste à Moscou (1).

Les derniers membres du Groupe d'Helsinki et des autres groupes dissidents, encore en liberté (2), ont d'ailleurs déjà quitté Moscou où s'apprêtent à le faire, pour gagner des datchas amies, à 300 ou 500 km de Moscou, ou des lieux de repos encore plus éloignés. Ils l'ont fait volontairement, ayant la certitude qu'ils y seraient contraints de toute manière par les autorités avant l'ouverture des Jeux et l'arrivée des journalistes étrangers.

Les Jeux Olympiques, estiment-ils, en l'absence de toute participation américaine, ne vont pas avoir l'écho qu'ils auraient suscité en d'autres circonstances et les risques pris en restant à Moscou pour rencontrer des journalistes sportifs mal informés des réalités soviétiques et souvent imprudents, ne justifient pas les risques d'arrestation. Mais surtout ces dissidents doutent maintenant de l'intérêt des prises de position publique pour la défense des droits de l'homme en URSS: bien informés au cours des dernières années, l'opinion internationale, mais aussi les gouvernements occidentaux, n'ont guère pu faire céder les dirigeants soviétiques que sur quelques cas isolés.

(1) Les informations publiées dans la presse internationale, à partir d'autres sources étrangères ne sont pas recensées ici. Exemple : assassinat d'un prêtre ukrainien, information émanant du secrétariat du Cardinal SLIPYI et reprise par la Croix du 23 avril 1980.

(2) Mme OSSIPOVA, M. Ivan KOVALEV, M. MEIMANN. Mme KALLISTRATOVA, trop âgée pour quitter Moscou, sera probablement la seule à rester. Quant Mme Malva LANDA, condamnée le 26 mars à cinq ans d'assignation à résidence, le doute a été levé sur son lieu d'exil, le 7 mai : Djezdy au Kazakhstan.

N.B. - On vient d'apprendre à Moscou que Tatiana OSSIPOVA a été arrêtée pour propagande anti-soviétique.

Il se confirme ainsi (1) que d'autres voies d'action, plus souterraines, moins voyantes même si elles sont aussi dangereuses, sont explorées par les dissidents des divers courants. Il s'agit ainsi de développer la solidarité, l'information et l'action au niveau local beaucoup plus que "mondial" : imposer par exemple aux autorités locales, qui ont une certaine tendance à "faire du zèle" (2), le maintien en activité d'une église, par voie de pétition, etc. pour les dissidents religieux ; conseil et appui matériel aux familles victimes de la répression pour d'autres, etc.

Ce tableau du "nettoyage" de Moscou avant les Jeux ne serait pas complet s'y l'on n'y ajoutait "l'exil" imposé par la police à quelques milliers de marginaux, clochards, faux artistes, délinquants, asociaux. Expulsés de Moscou il y a plusieurs semaines, ces Moscovites ont été conduits à Gorki, Vilnius (3) et dans d'autres petites villes du Sud et du Nord de l'URSS. Un de mes collaborateurs, de passage à Kirillov, petite ville située à 550 km au Nord de Moscou, en a rencontré plusieurs : ils disent être là pour six mois, se présenter tous les dix jours à la milice, ne pas travailler et surtout recevoir assez pour acheter leur vodka et leur vobla (4) quotidiennes. A vingt kilomètres de Kirillov, sur la route de Vologda, tous les autobus sont contrôlés par des soldats en armes vérifiant qu'aucun clochard dépenaillé ne s'y trouve.

(1) Cf. ma dépêche n° 9/DA/EU du 3 mars 1980.

(2) Le "Rapport du Conseil pour les affaires religieuses aux membres du CC du PCUS" publié par Vestnik (périodique de l'action chrétienne des étudiants russes n° 130 - avril 1979) montre sans ambiguïté que les autorités locales peuvent se montrer "tolérantes" en faire rapport sans délai au représentant du Conseil dans chaque région, sur les "problèmes" qu'elles rencontrent.

(3) Plusieurs immeubles destinés à accueillir des habitants de la ville ont été soudain attribués, en mars, à la "lie de Moscou", selon l'expression d'un lituanien. Il va sans dire qu'il en résulte dans cette ville une psychose de peur et un regain d'animosité contre les Russes car on craint fort que leur installation ne soit durable.

(4) Poisson de la Volga, séché.

B - Rumeurs et spéculations

Les mois d'avril et mai ont été particulièrement fertiles en rumeurs diverses :

- La libération de M. BORISSOV, membre fondateur du SMOT, de l'hôpital psychiatrique de Léninegrad où il était interné depuis le 27 mars 1980 est attribuée, par plusieurs de nos collègues étrangers, à une intervention pressante de Votre Excellence auprès de M. GROMYKO, lors des conversations des 23-24 avril derniers.

- L'inclusion de M. CHTCHARANSKI dans la liste des treize prisonniers politiques dont M. MARCHAIS a demandé la libération dans le cadre de son "Comité des libertés et des droits de l'homme en France et dans le monde" ne relèverait pas non plus du hasard : selon certains de nos collègues, M. MARCHAIS aurait obtenu l'assurance qu'un "geste" serait fait à son égard avant la tenue des Jeux Olympiques. Le transfert de M. CHTCHARANSKI dans un camp à Perm, l'autorisation de visite accordée à des membres de sa famille fin avril, ont même pu faire croire qu'une procédure d'expulsion était proche alors même que M. GROMYKO se rendait en France. S'il paraît probable qu'un geste sera fait par les Soviétiques avant les Jeux, on ne peut que s'interroger sur l'identité de la personne qui sera, d'une manière ou d'une autre, élargie (libération, expulsion ...). Il n'est pas certain que ce soit M. CHTCHARANSKI.

- Mme Ruth BONNER, belle-mère de l'Académicien SAKHAROV, a quitté l'URSS pour les Etats-Unis via Paris le 24 mai dernier. L'attribution d'un visa de sortie d'URSS à un membre de la famille SAKHAROV a naturellement confirmé dans leur sentiment ceux qui estiment toujours possible l'expulsion de l'Académicien et de son épouse. J'observe à cet égard que les mesures d'isolement prises contre Andreï SAKHAROV - et le départ de sa belle-mère en est une - ne se relâchent pas (1) : la pupille de la famille SAKHAROV, Lisa Aleevna KONSTANTINOVA, a reçu l'interdiction de se rendre à Gorki et d'habiter dans l'appartement moscovite de l'Académicien. Privé d'exercice, vivant dans un climat de tension et de menaces, A. SAKHAROV serait en très mauvaise santé.

- Selon d'autres rumeurs qui courent ici et qui ont été reprises à Paris, le 13 mai, par M. YANKELEVITCH, gendre de l'Académicien SAKHAROV, la mesure d'exil intérieur aurait été décidée par le seul KGB et non par le Bureau Politique du PCUS, et en particulier par M. Semion TSVIGOUN (2), premier vice-président du KGB qui aurait profité d'une certaine "vacance du pouvoir".

(1)Elles n'ont guère été levées que pour la tenue du séminaire scientifique de M. BRAILOVSKI (cf. ma lettre n° 355/EU du 18 avril 1980).

(2) Cf. annexe 2.

. Il est tout d'abord probable que M. TSVIGOUN jouit d'une grande autorité : il écrit dans la revue Kommunist^{1/}, il fait souvent partie du "comité d'accueil", à l'occasion du retour ou du départ de MM. BREJNEV, TCHERNENKO, KIRILENKO ou SOUSLOV(2) etc.

. Il est certain également que M. TSVIGOUN s'est occupé directement et personnellement de l'affaire SAKHAROV : il était dans l'avion qui a conduit l'Académicien à Gorki, tout comme il a "accompagné" M. BOUKOVSKI lorsque que celui-ci a été échangé, contre Luis CORVALAN, en décembre 1976?

. Outre le calendrier du déroulement de l'affaire SAKHAROV (3), le simple fait que le premier adjoint de M. ANDROPOV "convoie" les exilés, intérieurs ou extérieurs, suffirait à montrer que ces affaires sont traitées au plus haut niveau de l'appareil de l'Etat et du Parti.

. Enfin, M. TSVIGOUN ne prend guère d'initiatives : Vladimir BOUKOSVKI dans son livre "et le vent reprend ses tours" (4) raconte cruellement comme le "grand chef tchekiste" (M. TSVIGOUN) demande ses instructions à Moscou, depuis l'avion qui transporte le prisonnier et sa famille, pour savoir s'il peut enlever ses menottes à BOUKOVSKI ...

- Autre rumeur courant dans les Ambassades occidentales, aussi bien que chez les Soviétiques aspirant à partir ou à séjourner à l'étranger : les rapports avec la France étant restés meilleurs, au cours des derniers mois, qu'avec d'autres Etats, notre pays bénéficierait pour les réunions de famille, les cas difficiles, etc. d'un régime privilégié. Telle personne demandant ainsi, depuis des années, à se rendre en France, sur invitation, pour un séjour de courte durée, serait convoquée par le service des visas pour recevoir un visa qui n'était plus espéré ... "il vaut mieux en ce moment épouser un Français qu'un Américain pour quitter l'URSS" dit-on ici. Le Service consulaire de cette Ambassade n'a guère observé pour sa part d'assouplissement du MID pour nos cas humanitaires (5) et le nombre des demandes d'établissements dans notre

(1) Cf. ma dépêche n° 303/EU du 8 avril 1980 - Annexe I.

(2) J'observe à ce propos que M. TCHOURBANOV, premier vice-ministre de l'intérieur et général-lieutenant (divisionnaire), accompagne et accueille également à l'aéroport son beau-père (M. TCHOURBANOV est le 3ème - ? - mari de la fille de M. BREJNEV) lorsque celui-ci voyage à l'étranger. M. TCHOURBANOV a été nommé premier vice-ministre de l'Intérieur après la mort du Général V.S. PAPOUTINE, décédé le 28 décembre dans des circonstances non encore éclaircies. Le Général PAPOUTINE était "l'intermédiaire" désigné du MVD à l'occasion des négociations conduites avec les Américains pour les pentecôtistes réfugiés à l'Ambassade des USA (source à protéger).

(3) Cf. ma dépêche n° 9/DA.EU du 3 mars 1980.

(4) Editions Robert Laffont pages 401 et sq

(5) Ma communication du 21 avril 1980.

pays n'a pas varié au cours des derniers mois. Je remarque enfin que, parmi les personnalités autorisées récemment à quitter "temporairement" l'URSS à destination de la France, on ne trouve guère que l'écrivain Vassili AXIONOV : celui-ci partira pour la France entre le 20 et 28 juin, avant de gagner les Etats-Unis (1). La fille de Maïa CARMEN, épouse d'AXIONOV, et son mari, le peintre Boris BIRGER, artiste dissident, ont également été autorisés à quitter l'URSS pour la France. Mais des gestes sont également faits à l'égard de la RFA : depuis le début de l'année, et probablement en liaison avec la prochaine visite du Chancelier SCHMIDT, le nombre d'autorisations d'émigrer accordées aux Allemands d'Asie Centrale a sensiblement augmenté. L'écrivain Vladimir VOINOVITCH quittera également "temporairement" l'URSS pour la Bavière dans la première quinzaine de septembre. Quant à Lev KOPELEV, qui demande également à se rendre en RFA, il a reçu l'indication que son dossier était "en cours d'examen".

- Autre rumeur, enfin, selon laquelle les autorités craindraient que des attentats ne viennent perturber les derniers préparatifs des Jeux Olympiques.

On n'a aucun détail ici sur l'explosion qui aurait endommagé, à Tallin, des installations électroniques liées au déroulement des Jeux Olympiques. Selon les informations recueillies par un de mes collaborateurs à Moscou, des permanences de nuit sont organisées dans les Instituts, foyers où doivent être hébergés certaines catégories de touristes étrangers etc., et il est probable que les mesures de police autour des installations sportives sont également renforcées. La manière forte commence également à être utilisée pour dissuader les touristes juifs américains d'entrer en contact avec des refuseniks, ou plus simplement des corélégionnaires (2), et il est à craindre que la "nervosité" des autorités, quant aux contacts avec les milieux d'opposition, ne fasse que croître au cours des prochaines semaines : les dissidents, lorsqu'ils se terraient ou quittaient Moscou, en étaient très conscients.

- Dernières rumeurs enfin, tout à fait extérieures à la dissidence mais révélatrices de l'état d'esprit qui règne dans les milieux intellectuels et artistiques : le cinéaste Andron MIKHALKOV-KONTCHALOVSKI, l'auteur du "Premier Maître" et de Sibériade", aurait décidé de rester en France où il se

(1) Cf. dépêche n° 581/RC/EU du 19 mai 1980 de notre Conseiller Culturel.

(2) Cf. la note du 16 avril de la délégation des USA à l'OTAN (bordereau d'expédition n° 336/EU du 30 avril à cette Ambassade.

trouve actuellement. M. MIKHALKOV-KONTCHALOVSKI bénéficiant largement du régime privilégié accordé par le régime à ses grands artistes (1) pour leurs déplacements à l'étranger, on voit mal, à priori, ce qui pouvait l'inciter à couper les ponts avec un pays, qui lui assure d'extraordinaires et exceptionnelles facilités de tournage. Si d'aventure cette rumeur devait se confirmer (2), elle aurait pour les milieux intellectuels et artistiques d'URSS, le même retentissement que la demande d'asile aux Pays-Bas du chef d'orchestre Cyril KONDRACHINE, ou les "fuites" des danseurs du Bolchoï. On dit de la même manière que Guidon KREMER, l'un des trois très grands de la jeune école de violon soviétique, avec Oleg KAGAN (3) et Vladimir SPIVAKOV (4), "prolongerait" son séjour à l'étranger.

En revanche, les Izvestia (10 avril) ont donné une large publicité au "retour" du danseur STEPANOV, réfugié aux Etats-Unis en janvier dernier et qui a regagné l'URSS début avril en dépit des "pressions et intimidations" des services secrets américains. D'une manière générale les articles destinés à présenter sous leur "vrai jour" les dissidents et autres défenseurs des droits de l'homme sont un peu moins nombreux. Le plus féroce (Sovietskaja Rossia du 11 avril) est consacré à un restaurateur d'icônes, refusenik, accusé actuellement de trafic d'objet d'art, et condamné à ce titre, Igor GOUBERMANN.

L'atmosphère dans les milieux intellectuels libéraux de Moscou est de plus en plus pesante : lorsqu'ils demandent à partir "temporairement" ou "définitivement" à l'étranger, écrivains, musiciens et artistes (5) disent qu'ils veulent enfin pouvoir "vivre un peu, crier et communiquer". Le choix entre le silence complet ou l'exil est maintenant posé. Le 30 mai, comme pour chaque anniversaire de la mort de Pasternak, ses amis, de jeunes écrivains et artistes se réuniront à Peredelkino. Pour le 20ème anniversaire de la mort de l'auteur du Docteur Jivago, ils ne pourront que constater que leurs rangs sont de plus clairsemés et les perspectives toujours aussi sombres.

(1) Guennadi Rojdestvenski, Sviatoslav Richter, etc.

(2) A moins qu'un "arrangement" ne soit trouvé avec les autorités pour régulariser, sans éclat ni déclaration publique, un séjour de "très longue durée" à l'étranger (cf. dépêche n° 582/RC/EU du 19 mai 1980 de notre Conseiller Culturel).

(3) Oleg KAGAN voyage beaucoup à l'étranger, en France en particulier où il vient plusieurs fois par an, soit avec son épouse, la violoncelliste Natacha GOUTTMANN, soit avec Sviatoslav RICHTER (Grange du Meslaize en Touraine).

(4) Tout comme le pianiste Dimitri BACHKIROV, qui devait donner en mars deux semaines de cours d'interprétation au Conservatoire de Paris, Vladimir SPIVAKOV ne peut quitter le territoire soviétique.

(5) Les peintres marginaux bénéficient cependant encore d'une salle d'exposition confidentielle : la dernière exposition du Gorkom avec des tableaux de qualité de NIEMOUKHINE, PLAVINSKI, KALININ, PIVOVAROV, KABALOV, IANKILEVSKI, STEINBERG, GOROKHOVSKI, JOUTOVSKI, IAKOVLEV, SVIECHNIKOV, KHARITONOV, Lev KROPIVNITSKI, KRASNOPEVTSEV a été ouverte sans remous particuliers.

C - Emigration juive

L'émigration juive se poursuit au rythme mensuel moyen de 2500 personnes. L'augmentation du nombre des demandes, et la réduction, par rapport à 1979, du nombre des autorisations de sortie font que le délai d'attente moyen entre le dépôt de la demande et l'autorisation éventuelle de sortie est remonté à dix mois.

C'est essentiellement aux dépens de l'émigrations des Juifs d'Ukraine que s'est opérée la diminution constatée depuis octobre 1979. Alors qu'ils comptaient jusqu'à 65 % des contingents mensuels en 1979, les Juifs d'Ukraine ne constituent plus que 15 % des contingents actuels : depuis octobre-novembre 10000 refus d'émigrations auraient été prononcés contre des Juifs Ukrainiens !

Le flux des départs prenait, dans certaines villes d'Ukraine, des proportions inquiétantes (on cite le chiffre de 9500 personnes pour la seule ville de Kiev en 1979 !) qui créaient dans la population ukrainienne, ou russe, une psychose de départ dangereuse.

Il est probable que l'interdiction de se rendre à Moscou, durant plusieurs semaines, en raison des Jeux, empêchera nombre de Juifs de venir à l'Ambassade des Pays-Bas chercher leur visa pour Israël et qu'une nouvelle diminution du nombre d'émigrants en résultera en juin, juillet et août.

Pour leur part les autorités ont démenti, le 19 avril (déclaration de M. ZOTOV, directeur de l'OVIR à Novosti), les informations selon lesquelles 120000 Juifs attendraient un visa pour quitter l'URSS : on ne comptait, selon M. ZOTOV, que 11845 demandes de départ en instance au 1er janvier 1980.

Trois cent mille personnes, enfin, auraient demandé au cours des dernières années la nationalité soviétique (!) et un nombre "à peu près égal" aurait quitté l'URSS "dans le cadre de la procédure de réunification des familles". Certes, quelques dizaines de conjoints étrangers de citoyens soviétiques, quelques centaines, quelques milliers peut-être de Géorgiens, d'Arméniens en provenance d'Iran continuent-ils à s'installer chaque année dans ces deux républiques du Caucase et ailleurs, mais le chiffre de 300000 personnes, qui a été repris au cours de l'émission récente "Questions de temps" à laquelle participait, sur Antenne 2, M. ZAGLADINE, paraît tout à fait invraisemblable./.

Po

71 Burel. 5.1

A N N E X E I

CHRONOLOGIE

- Mars Arrestation de M. BAKHMINE (C.U.A. Psychiatrie)
- Mars M. CHTCHARANSKI est transféré de Tchistopol dans un camp à Perm
- Début avril M. Igor KORTCHNOÏ, condamné en décembre 1979 à 2 ans et demi de détention pour insoumission, est transféré de Léninegrad en Sibérie
- 9 Avril Condamnation à Smolensk de MM. V. BOURTSEV et V. POUPKOV (dissidents orthodoxes) : un an et demi de camp
- 10 Avril Arrestation de M. TERNOVSKI (C.U.A. Psychiatrie et G.S.A. Helsinki)
- MM. SEREBROV et Mme GRIVINA, membres du Comité sont interrogés par la police
- 11 Avril M. Gunhar RODE (46 ans), dissident letton émigré en 1978, est déchu de sa nationalité soviétique. TASS consacre à ce décret une longue dépêche qui se termine ainsi : "Le tapage soulevé au sujet du traître a prouvé une fois de plus ce qui cache la phraséologie de ceux qui cherchent à ressusciter le temps de la guerre froide, déformant l'esprit du consensus d'Helsinki".
- 16 avril Séminaire international A. BRAÏLOVSKI
- avril Condamnation de M. E. AROUTOUNIAN (G.S.A. Helsinki arménien) à deux ans et demi de camp
- 23-25 avril Procès de Vladimir PORECH et de cinq autres membres du séminaire orthodoxe d'Alexandre OGORODNIKOV. M. PORECH est condamné à 5 ans de prison et 3 ans de résidence surveillée.
- 25 avril Arrestation à Kalinine de Yossif DIADKINE (physicien, proche du groupe d'opposition religieuse)
- 19 avril Arrestation d'Alexandre LAVOUT (C.U.A. Psychiatrie, G.S.A. Helsinki, Perquisition chez M. TOLZ, historien, et Mme KRAVTCHENKO (physicienne).
- 3 mai Libération de M. BORISSOV (SMOT) de l'hôpital psychiatrique de Léninegrad (arrêté le 27 mars 1980)
- 12 mai Novosti qualifie la session du "Tribunal CHTCHARANSKI" (12-13 mai Amsterdam) "d'ingérence grossière dans les affaires intérieures de l'URSS".
- 13 mai Arrestation à Kiev de M. Vassili STOUSS (G.S.A. Helsinki Ukrainien)
- 18 mai Perquisition chez Mme MECHKO (mère de A. SERGUEENKO)
Mme ROUDENKO est fouillée par la police
- 24 mai Mme Ruth BONNER quitte l'URSS pour les Etats-Unis via la France

A N N E X E I I

Jemion KOUZMITCH TSVIGOUN

Né en 1916, ukrainien. Membre du PCUS depuis 1940, membre suppléant du CC du PCUS depuis 1971, premier vice-président du KGB depuis 1967, général d'armée depuis mai 1979.

Professeur et directeur d'école (diplômé de l'Institut pédagogique d'Odessa) jusqu'en 1939, il entre ensuite dans le Service de Sécurité et sert notamment de 1946 à 1957 en Moldavie (1). En 1957, il devient président du KGB du Tadjikistan, il succède en 1963 à M. ALIEV à la tête du KGB d'Azerbaïdjan, avant de devenir en décembre 1967 le premier adjoint de M. ANDROPOV, nommé lui-même en mai 1967 président du KGB (2).

M. TSVIGOUN est député (Soviet des Nationalités) d'une circonscription d'Azerbaïdjan.

(1) Je rappelle que M. TCHERNENKO a été de 1948 à 1956 chef du Département et de l'Agitation du P.C. moldave et que M. BREJNEV a été premier secrétaire de Moldavie en 1950-1952.

(2) En remplacement de M. V. SENILCHASTNY.

D I F F U S I O N

PR	BRUXELLES DELFRA
PM	BRUXELLES REPAN
CM	BUCAREST
SE	BUDAPEST
CAP	HELSINKI
SG	LA HAVANE
DP	LE CAIRE
DPA	LENINGRAD
PA	LONDRES
CSCE (2 ex.)	MADRID
NUOI	NEW-YORK - ONU
NUOI (Droits de l'Homme)	PEKIN
CAR	PRAGUE
DGRCST	ROME Q.
SGDN	ROME ST. SIEGE
IP	SOFIA
BELGRADE	TEL-AVIV
BERLIN AMBASSADE	TOKYO
BERLIN HAUSSAIRE	VARSOVIE
BERNE	Vienne
BONN	WASHINGTON